Aux Pays-Bas, après 46 ans, les parents en ont assez de l'acceptation des drogues

La population est fatiguée de tolérer et d'accepter les drogues. La politique en matière de drogue aux Pays-Bas doit devenir restrictive plutôt que tolérante. La demande et l'offre de drogues dans la société sont comme un cancer qui, s'il n'est pas traité, grandit et finit par se propager dans tout le corps. La politique en matière de drogue est donc un sujet qui nous concerne tous.

Les Néerlandais ont suffisamment souffert et payé au cours des 46 dernières années de politique libérale. Les coûts financiers et les tragédies humaines ne peuvent être réduits que par une politique restrictive. La réponse au problème de la drogue consiste à stopper la demande. Les consommateurs de drogues et la politique de tolérance déterminent la demande et l'offre ainsi que l'acceptation des drogues et leur distribution. Après 46 ans de tolérance, le résultat négatif est sans équivoque et exige désormais une politique restrictive. Nous le devons à nos enfants et à nos jeunes. Un jour, alors que je parlais dans une école des effets nocifs de la consommation de cannabis, un élève de 12 ans m'a dit: «Je ne crois pas ce que vous dites. Si la consommation de cannabis était nuisible, notre gouvernement n'en autoriserait jamais la vente.»

Les «coffeeshops», les «headshops», les «growshops», les vendeurs de drogue par correspondance, les grossistes en graines de chanvre, etc. réalisent des affaires gigantesques aux Pays-Bas par-dessus la tête des gens.

Dans le cadre de la «Loi sur la fermeture des chaînes de coffee-shops», dix communes veulent expérimenter de manière irresponsable la culture et la vente de chanvre. La quatrième ville des Pays-Bas, Utrecht, en fait aussi partie (sur la base d'une décision démocratique, il est vrai). Cela ne fera qu'aggraver le problème de la drogue. Les jeunes sont entraînés dans le monde de la drogue et commencent trop souvent une carrière criminelle ou deviennent ainsi dépendants. Il est remarquable que le recensement des jeunes à risque soit l'une des autres priorités de l'accord de coalition. Si le gouvernement Rutte IV veut faire quelque chose de bien pour ces jeunes, il faut réduire la demande et l'offre de drogues.

Aux Pays-Bas, le problème de la drogue et d'autres problèmes psychiques chez les jeunes ont atteint des proportions épidémiques. Le consommateur de longue date instruit le nouveau consommateur. Parallèlement, une commission doit maintenant étudier les avantages et les inconvénients de l'ecstasy pour l'usage médical et les risques pour la santé qui y sont liés. Nous savons déjà tous que l'ecstasy est très nocive.

Le problème de la drogue n'est pas seulement un problème de politiciens, d'experts et de toxicomanes, mais un problème de la société dans son ensemble. Cela permet à un groupe spécifique défendant des opinions unilatérales et libérales en matière de drogue, soutenues par des technocrates, de les présenter dans les canaux officiels comme les seules idées judicieuses.

C'est pourquoi les parents et d'autres citoyens insistent sur des campagnes d'information à grande échelle pour parler de la drogue, de politiques restrictives, de prévention, d'interventions précoces, de davantage de centres de réhabilitation pour toxicomanes sans longues listes d'attente, afin que quiconque souhaite suivre une réhabilitation puisse être aidé immédiatement, et obtenir par la suite un bon suivi axé sur l'abstinence.

Depuis 2004, les «Mères courageuses» [«Moedige Moeders»] font activement comprendre aux députés que la tolérance à la drogue a de graves conséquences pour les familles et la société. Il sera intéressant de voir si le ministre de la Santé Ernst Kuipers (D66) est un pur représentant des propositions libérales de D66 en matière de drogue ou un ministre pour le peuple. Dans ce cas, la confiance dans le gouvernement pourrait être rétablie. Il ne fait aucun doute que nous savons tous – y compris le ministre Kuipers – qu'il vaut mieux prévenir que guérir.

Ans van Zeeland, présidente de «Mères courageuses», Pays-Bas
Renée Besseling, cofondatrice d'EURAD et auteur de «Parents, une protection naturelle contre la drogue»
Alfred Lagerweij, membre du conseil d'administration de «Moedige Moeders Nederland»
Pour plus d'informations : Alfred B. Lagerweij +31 6 203 29 109

(Traduction de l'anglais: «Association Jeunesse sans Drogue»)